



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAGRAM

14 rue de la Prairie
BP98
88194 Golbey

Références : S-23-692RP

Code AIOT : 0006204186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement SAGRAM implanté Bois des Ormes 88530 Le Tholy. L'inspection a été annoncée le 30/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une pollution par des poussières sédimentées au fond du ruisseau " Le Cellet " qui borde le flanc est de la carrière. L'inspection des installations classées a été alertée par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) qui a fait état, dans son constat du 22/05/23 (dossier n° OF20230522-21), d'une " forte turbidité de l'eau du ruisseau de Cellet au niveau du pont du chemin de Hausseramont à la sortie de la carrière SAGRAM ". Le signalement de l'OFB indique également qu'il a été constaté : " le débordement des bassins de décantation de la carrière ce qui a pour conséquence le déversement d'eaux chargées en matières en suspension dans le cours d'eau le Cellet. Un colmatage important du lit du ruisseau par des particules fines jusqu'à sa confluence avec la rivière Cleurie est constaté ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- Bois des Ormes 88530 Le Tholy
- Code AIOT : 0006204186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAGRAM est autorisée par arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié à exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune de LE THOLY.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Origine de la pollution par des fines du ruisseau " le Cellet ".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Préventions des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place les bassins de décantation par où doivent transiter les eaux de ruissellement. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de se positionner quand au bien-fondé de leur dimensionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Préventions des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'ensemble des eaux de ruissellement de la carrière sera canalisé pour rejoindre les bassins de décantation en place. »</p> <p>Constats : Lors de la visite de l'inspection, il n'a pu être constaté de débordement des bassins de décantation. Ces bassins contenaient bien de l'eau issue des précipitations des jours précédents et il n'y avait pas d'eau sur le site hors de ces bassins. En cela, la configuration du site est conforme à la prescription contrôlée. Toutefois, les bassins du sites sont multiples et connectés ce qui rend le cheminement des eaux de ruissellement peu lisible (planche photographique des bassins en annexe).</p> <p>Cependant, le fond du ruisseau du Cellet était bien recouvert par une couche de sédiments fins, et ce, uniquement au droit de la carrière et à son aval. Les dépôts au fond du ruisseau semblent donc imputables à des eaux issues de la carrière.</p> <div data-bbox="189 790 676 1471">  </div> <p>Au sujet des pollutions constatées, l'exploitant affirme que si les bassins de décantation n'ont pas suffi à traiter les récentes pluies c'est parce que ces dernières étaient d'une intensité exceptionnelle.</p> <p>Enfin, si le constat n'a pas permis de mettre de non-conformité en évidence, il est cependant demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées des éléments (Cf. " Observations " ci-dessous) permettant de clarifier la gestion des eaux de pluies à l'échelle du site et en quoi elle a été insuffisante sur les derniers événements pluvieux.</p> <p>Les deux photos du haut ont été prises à l'aval du site, celle du bas a été prise plus en amont</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan du circuit suivi par les eaux de ruissellement incluant les bassins de décantation du site (carrière + centrale à béton) ; • les études ayant permis de dimensionner les bassins de décantation de la carrière ; • les éléments météorologiques et techniques venant étayer les affirmation de l'exploitant quand à la l'impossibilité de prévenir la pollution constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet